

Tout cela se passe au moment même où le Parti Unique, Phalange Espagnole, se voit attribuer un surplus de 18 millions de pesetas; où la consignation du Ministère de l'Intérieur, dans un pays qui prétend avoir liquidé la guerre civile, augmente de 134 millions et celle de l'ensemble de la défense nationale qui, malgré la non-belligérance, marque une très forte courbe ascendante depuis 1940, fait un bond en avant de 1944 à 1945, de 1272.- En 1940, juste finie la guerre civile, le coût des dépenses des forces de terre, mer et air était de 1958 millions équivalents, à ce moment-là, au 22 % du budget; aujourd'hui, en pleine paix pour l'Espagne, le montant est de 5335 millions de pesetas soit le 40 %. Bref: si aux quantités attribuées aux forces de terre, mer et air ont joint celles de la police et de la phalange, il résulte que cette année les espagnols payeront pour assurer l'appareil repressif de l'Etat - l'armée ne sert à autre chose - 7007 millions de pesetas soit plus de la moitié des dépenses. Même l'Italie fasciste n'était arrivée si loin: en effet, pour l'exercice 1936-37, elle destinait seulement un quart de son budget aux mêmes attentions. Enfin, détail piquant: la consignation que l'Etat alloue au clergé espagnol, comprise dans le budget du Ministère de la Justice, est montée non moins verticalement que les dépenses militaires. Voici les chiffres: 1940: 68'7 millions; 1941: 96'2 - 1942: 98'3 - 1944: 102'8 1945: 125'7 -

Paradoxes de cette démocratie organique que le général Franco tâche maintenant de définir....!

LE "JUSTE MILIEU" FRANQUISTE.

Nous lisons dans le numéro du 24 février de "Destino", hebdomadaire barcelonnais:

"La seule chose capable de favoriser un extrême, c'est la défense outrancière de l'extrême opposé. Il n'y a qu'un moyen de se dégager de cette loi pendulaire: la trouvaille du juste milieu. En politique comme en économie et en morale, le juste milieu est la seule garantie d'équilibre et de paix".

Et dans "La vanguardia Española" du 26 février:

"Aujourd'hui à l'aube ont été exécutés seize communistes terroristes parmi lesquels figuraient quelques chefs de Groupe ayant participé aux opérations sur la frontière franco-espagnole".

L'ACTIVITE DES GROUPEMENTS POLITIQUES DE L'EMIGRATION REPUBLICAINE

Il n'y pas grande chose à enregistrer dans ce domaine depuis notre dernier Bulletin. On peut cependant remarquer chez toutes les fractions la volonté nette d'arriver, pour la substitution de Franco, à une formule acceptable pour tous, au double point de vue intérieur et international. Nous sommes obligés de constater donc, qu'on se rapproche de plus en plus de nos points de vue. C'est donc ainsi par exemple que le Parti Communiste Catalan (PSUC) semble enfin accepter le principe du rétablissement de la légalité définie par la Constitution républicaine de 1931 et le Statut d'Autonomie de 1932, dont les personnes qui en incarnent les institutions sont le Président de la République, M. Martinez Barrio et le Président de la Généralité de Catalogne, M. Josep Irla (auxquels il faut joindre le Président du Gouvernement Basque M. de Aguirre).

Ce parti aurait encore demandé la reconstitution du dernier gouvernement de la Généralité en suggérant toutefois d'y élargir